



DEMANDES DE LA FDSEA POUR LES FILIERES EN CRISE

Les derniers prix du lait payés producteurs annoncés par les laiteries continuent à plonger. Les exploitations ne peuvent continuer à s'endetter pour couvrir le différentiel entre les charges et des produits toujours en baisse. Chaque maillon de la filière doit contribuer à sauver les exploitations laitières et porcines au bord de l'abandon. Pour ce faire, les mesures suivantes sont indispensables :

- A très court terme le prix du lait doit remonter pour couvrir les charges et équilibrer les comptes des exploitations en permettant aux producteurs de vivre. Cela ne peut passer que par un effort conjoint des entreprises et de la grande distribution. Les discussions commerciales en cours ont obligation à répondre à ce point. La mise en œuvre d'une charte laitière de la valeur qui confie à l'Etat la responsabilité de garantir des négociations commerciales transparentes et équilibrées pour que la valeur des produits issus de nos fermes ne soit pas systématiquement captée par l'aval de la filière.
- A moyen terme, il est indispensable de mettre un terme à l'afflux de produits issus de l'union européenne sur notre marché français, visiblement le plus fragile. 3 mesures permettront de rétablir progressivement les équilibres :
 - La levée immédiate de l'embargo russe dont les effets politiques sont inexistantes et dont la conséquence est évidente : une concurrence exacerbée entre les entreprises européennes pour s'approprier les marchés des autres
 - Le rétablissement d'outils de régulation de la production au niveau européen. Avec l'abandon des quotas, la concurrence économique est exacerbée et la seule et unique conséquence est la destruction du tissu productif des pays où les charges sont les plus fortes, tout particulièrement la France
 - L'étiquetage de l'origine de tous les produits agricoles, bruts ou transformés afin que le consommateur ait réellement le pouvoir de soutenir les exploitations agricoles qui créent valeur et emploi sur les territoires
- Structurellement, les exploitations poursuivent un travail permanent sur la maîtrise des charges avec des marges de manœuvre réduites. Il est temps que le produit de ces efforts à long-terme bénéficie aux producteurs et ne soit plus anéanti par les surcoûts liés à une surenchère réglementaire. L'engagement du premier ministre sur la pause réglementaire n'a été qu'un effet d'annonce, pour preuve la hausse des charges pesant sur l'emploi au 1^{er} janvier et la poursuite inexorable du plan Ecophyto 2. L'Etat doit tenir ses engagements !
- Par ailleurs, l'accès à l'eau est une garantie pour les exploitants de pouvoir diversifier leurs ressources et donc de mieux résister aux aléas économiques qui impactent un atelier de production. Les obstacles permanents au développement de l'irrigation doivent être levés et les services de l'Etat mis au soutien de ce développement et non à son entrave.
- Enfin, nous exigeons le respect des mesures d'accompagnement des filières promises le 3 septembre par le Premier Ministre et particulièrement les remises gracieuses sur la Tfnb qui doivent permettre aux exploitations en difficulté d'alléger leur charges en cette période de crise et dont beaucoup trop d'éleveurs ont été exclus !

Si l'attention des acteurs économiques et politiques est fixée sur le tsunami du vide sanitaire pour éradiquer l'influenza aviaire, il n'est pas question que les autres filières animales ou végétales, en crise depuis de nombreux mois, passent en pertes et profits !